

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE MARTIGUES

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 29 SEPTEMBRE 2011

MOTION CONCERNANT LA DECISION DE FERMETURE DE LA RAFFINERIE DE BERRE L'ETANG PAR LE GROUPE LYONDELL BASELL

L'annonce de la fermeture de la Raffinerie du Groupe Lyondell BaseLL de Berre-l'Etang est grave.

Grave de conséquences, d'abord, pour les 370 emplois donc les 370 familles directement concernées par cette annonce.

Grave de conséquences pour les milliers d'emplois indirects qui, au travers de la sous-traitance ou d'activités connexes, se sont développés avec le site.

Grave de conséquences, ensuite, pour tout un Territoire qui s'est construit, développé et structuré grâce à l'industrie et notamment le Raffinage.

Grave de conséquences enfin pour tous les hommes et les femmes de notre pays qui, n'entrent pas dans les calculs financiers des managers des compagnies pétrolières, voient leur vie, leur avenir anéantis par des décisions de ce type.

Avec 4 milliards de chiffre de bénéfices en 2010, la Multinationale à direction américaine, met aujourd'hui tout un Territoire en péril par ce choix.

L'Industrie a toute sa place dans un développement économique qui s'appuie sur les atouts du Territoire et sur ses besoins.

Nous avons déjà eu l'occasion de l'affirmer, ici, au Pays de Martigues. Dans ce sens, nous avons décidé de créer, avec le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, un groupe de travail sur l'industrie, que nous pilotons, par ailleurs, dans le cadre de la coopération avec les intercommunalités du département.

La pétrochimie autour de l'étang de Berre est une activité indissociable, complémentaire du développement du Port, du Golfe de Fos et des échanges fluviaux-maritimes Nationaux et Internationaux.

Il est nécessaire de porter une ambition industrielle pour ce grand Territoire à l'ouest des Bouches-du-Rhône qui pérennise les installations, favorise les activités innovantes et qui condamne les décisions arbitraires et financières comme celles que sont en train de subir les familles des salariés de Lyondell Basel.

Il est urgent que l'Etat, au plus haut niveau, prenne ses responsabilités face à la situation.

Urgent que des mesures soient mises en application pour que les groupes industriels implantés sur nos Territoires ne puissent plus continuer à prendre l'économie et son développement, les villes, les intercommunalités, les bassins d'emploi et leur développement en otage.

Au nom de notre Conseil Communautaire, je veux affirmer tout notre soutien aux salarié(e)s qui, depuis deux jours ont engagé un blocage du site.

Et en notre nom aussi, je vous propose d'adresser un courrier au Préfet et au Premier Ministre pour que soit organisée une table ronde sur l'avenir du site de Berre et plus largement sur l'Avenir de l'industrie autour de l'Etang de Berre.